

# **R È G L E M E N T   G É N É R A L**

**Adopté par la commission permanente du Conseil général de l'Isère du 24 septembre 2010 et publié au Bulletin officiel du département de l'Isère, n°246, octobre 2010**

## **Préambule**

### **La réutilisation des informations publiques**

La réutilisation des informations publiques est définie comme une utilisation « à d'autres fins que celles de la mission de service public pour les besoins de laquelle les documents ont été produits ou reçus ».

Est susceptible d'être concernée par la réutilisation d'informations publiques, toute personne, qu'elle soit physique ou morale, privée ou publique.

La directive européenne du 17 novembre 2003 encourage la réutilisation des informations publiques. Cette directive a été transposée en droit français par l'ordonnance du 6 juin 2005. Cette dernière complète la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 en y ajoutant un chapitre II consacré à la réutilisation des informations publiques.

La réutilisation des informations publiques produites et reçues par les services départementaux d'archives n'est pas régie par les règles de droit commun fixées par le chapitre II du titre Ier de la loi du 17 juillet 1978, mais, par dérogation à ce chapitre, par les règles qu'il appartient à chacun de ces services de définir, conformément aux dispositions de l'article 11 (Voir conseil CADA n°20082643 du 31 juillet 2008).

Les articles L 212-6 et L 212-8 du code du patrimoine précisent que les collectivités locales sont propriétaires de leurs archives, dont elles assurent elles-mêmes la conservation et la mise en valeur. Les services départementaux d'archives sont financés par le département, et sont tenus de recevoir et de gérer également les archives des services déconcentrés de l'État ayant leur siège dans le département. Ceux-ci sont tenus de les y verser.

Ainsi, le Département de l'Isère peut percevoir des droits de réutilisation au titre des informations publiques détenues et produites par les Archives départementales.

### **Le droit de la propriété intellectuelle sur les bases de données et instruments de recherche**

Le Département de l'Isère est titulaire du droit d'auteur et du droit *sui generis* du producteur de la base de données au titre des investissements substantiels, tant quantitatifs que qualitatifs, qu'il a engagés pour la constitution, la vérification et la présentation des informations au sens du code de la propriété intellectuelle.

## **Article 1 - Objet du règlement**

Le présent règlement vise à définir les conditions de réutilisation des informations publiques produites et conservées par les Archives départementales de l'Isère, et ce, en fonction de l'usage qui en est fait.

La réutilisation est soumise à la délivrance des licences correspondantes, annexées au présent règlement. Toute réutilisation implique le respect de ce règlement et de ses annexes.

Le Département de l'Isère fixe librement les conditions de réutilisation des informations publiques qu'il détient, en application de l'article 11 du chapitre II de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978.

## **Définitions**

Le terme « **informations** » désigne les informations publiques produites ou conservées par les Archives départementales de l'Isère faisant l'objet de la licence, quel que soit leur support.

Le terme « **images** » désigne la représentation visuelle, numérique ou non, d'une information publique, qu'elle ait été réalisée par le service des Archives, par un prestataire, ou par un usager. La diffusion de ces images, quel qu'en soit le mode (site internet, exposition, publication...) est un cas de réutilisation d'informations publiques.

Le terme « **licence** » désigne le document contractuel définissant les conditions de réutilisation des informations publiques produites ou détenues par les Archives départementales de l'Isère.

Le terme « **licencié** » désigne la personne titulaire d'une licence l'autorisant à réutiliser les informations publiques selon les modalités que cette licence détermine.

## **Article 2 - Fonds réutilisables**

Tous les fonds classés conservés par les Archives départementales de l'Isère, communicables aux termes des articles L 213-1 et L 213-2 du Code du patrimoine, et sur lesquels des tiers ne disposent pas de droits de propriété intellectuelle (sauf, éventuellement, cession des droits patrimoniaux au Département de l'Isère) sont réutilisables.

Sont également réutilisables les informations publiques dont la communication ne constitue pas un droit en application de la réglementation en vigueur, mais qui ont fait l'objet d'une diffusion publique.

Toutefois, les informations publiques comportant des données à caractère personnel concernant des personnes vivantes ne peuvent faire l'objet d'une réutilisation que dans les cas suivants :

- lorsque la personne intéressée y a consenti,
- lorsque le département détenteur est en mesure de les rendre anonymes dans la limite de ses possibilités techniques et du bon fonctionnement des Archives départementales,
- ou, à défaut d'anonymisation, lorsqu'une disposition législative ou réglementaire le permet.

En conséquence, en cas de demande, au titre du droit à réutilisation, d'informations comportant des données à caractère personnel concernant des personnes vivantes en dehors d'un des trois cas susvisés, le Département de l'Isère ne sera pas tenu de fournir les images correspondantes.

En tout cas, la réutilisation d'informations publiques comportant des données à caractère personnel est subordonnée au respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Un refus de réutilisation peut être fondé en fonction de la nature de l'usage envisagé, lorsque des motifs d'intérêt général sont en cause.

La réutilisation des autres informations publiques détenues par le Département de l'Isère (autres que les fonds classés conservés par les Archives départementales) n'est pas régie par le présent règlement.

### **Article 3 - Conditions générales de réutilisation des informations publiques**

**3.1.** - Tout réutilisateur d'informations publiques s'engage à respecter, sans restriction ni réserve, le présent règlement ainsi que la licence-type qu'il a souscrite. De même, il s'abstient de tout usage des informations publiques contraires aux lois et règlements, ou portant atteinte à la protection de la vie privée.

**3.2.** - Les relations s'établissant entre les parties au titre du contrat de licence de réutilisation ne confèrent aucun droit autre que ceux qui y sont mentionnés.

**3.3.** - Les licences confèrent un droit strictement personnel (que ce soit pour une personne physique ou morale), non exclusif et non cessible ; le licencié ne pourra donc en aucun cas concéder de sous-licence.

**3.4.** - La licence ne transfère en aucun cas la propriété des informations publiques au licencié.

**3.5.** - Les éventuels droits de propriété intellectuelle du Département sur les informations publiques sont précisés dans les licences ainsi que, le cas échéant, les modalités de leur cession au licencié.

**3.6.** - La réutilisation des informations publiques est soumise à la condition que ces dernières ne soient aucunement modifiées ni altérées, que leur sens ne soit pas dénaturé et, le cas échéant, que leurs sources et la date de leur dernière mise à jour soient mentionnées (article 12 de la loi du 17 juillet 1978). Pour les informations publiques sur lesquelles des tiers détiennent des droits de propriété intellectuelle, le nom de l'auteur devra également figurer de manière visible à proximité immédiate du document.

**3.7.** - Toute image réutilisée devra présenter :

- sa source et sa référence, sous la forme : « Archives départementales de l'Isère, cote » (ou en l'absence de cotation définitive, les éléments d'identification du document),
- et en outre, en cas de diffusion sur un site internet, un lien html, depuis chaque image, vers le site internet des Archives départementales de l'Isère.

**3.8.** - Toute modification ou disparition de la personne juridique du licencié (personne morale) - qui revient à un changement de cocontractant pour le Département, et équivaut donc à une cession de licence à un tiers – rend nécessaire la signature d'une nouvelle licence.

**3.9.** - Si les informations réutilisées, l'objet de la licence, le mode, la finalité ou la forme de réutilisation viennent à changer, une nouvelle licence est alors nécessaire.

**3.10.** - Les réutilisateurs reconnaissent et acceptent que les informations soient fournies par le Département de l'Isère en l'état, telles que détenues par les Archives départementales de l'Isère, sans autre garantie.

**3.11.** - Tout dommage subi par le réutilisateur licencié ou des tiers résultant de la réutilisation des informations est de la seule responsabilité du licencié qui en assumera seul les conséquences quelle qu'en soit la nature (financières, ...).

**3.12.** - Le réutilisateur garantit le département de tout recours contentieux que pourrait générer la réutilisation des informations publiques produites ou conservées par le département.

## **Article 4 - Obtention des informations publiques**

### **4.1. – Soit les informations publiques faisant l'objet d'une demande de réutilisation ont déjà été numérisées**

Dans ce cas, le Département dispose du choix du support de mise à disposition des données, en fonction de ses possibilités techniques.

Les informations publiques seront remises, sous format Jpeg ou sous le format disponible, sur support de stockage fourni par le demandeur. Elles seront mises à disposition, après le paiement des frais par le licencié, dans le délai fixé par la licence, apprécié en fonction de la nature et du volume des informations demandées, ainsi que des capacités techniques du département.

Les informations publiques sont fournies par le département de l'Isère en l'état, telles que détenues par les Archives départementales, sans autre garantie.

Toutefois, le réutilisateur licencié dispose d'un délai d'un (1) mois, à compter de la date de la mise à disposition des images, pour vérifier la conformité de ces dernières. En cas de litige, les deux parties conviennent de se rencontrer afin de le régler.

En cas de non-conformité des images avérée et acceptée par le Département de l'Isère (Archives départementales), ce dernier dispose d'un délai d'un (1) mois pour remettre à disposition les images conformes.

En cas de non-conformité des images non acceptée par le Département de l'Isère (Archives départementales), le licencié peut, par lettre recommandée avec avis de réception, mettre fin à la licence. La fin de la licence sera effective dans les 5 jours après réception du courrier par le Département de l'Isère (Archives départementales). Dans ce cas, le licencié dispose d'un délai de 15 jours pour restituer les fichiers. Il ne pourra pas en conserver de copies.

### **4.2. – Soit les informations publiques n'ont pas été numérisées et n'existent que sous forme d'originaux ou de microfilms**

- **4.2.1.** - dans le cas de demande de reproductions numériques en nombre modéré, les demandeurs sont autorisés à prendre des photographies à titre gratuit en salle de lecture avec leur propre appareil photo, sous réserve :
  1. de la communicabilité des documents conformément au Code du Patrimoine,
  2. que l'état matériel des documents le permette,
  3. que le fonctionnement de la salle de lecture n'en soit pas perturbé,
  4. de l'octroi d'une licence tel que prévu à l'article 5.

Ils peuvent également commander des travaux de reproduction à l'atelier photo des Archives départementales (prestations payantes, voir tarif ci-joint).

Lorsque les Archives départementales de l'Isère fournissent des images, le bénéficiaire devra s'acquitter des frais de fourniture de ces images, même si la réutilisation des informations elle-même n'est pas soumise à redevance.

- **4.2.2.** - dans le cas de demande de reproductions numériques en nombre important, les Archives départementales se réservent de juger si la demande est recevable, en fonction des moyens budgétaires et techniques, et du programme de travail de l'atelier photo.

## **Article 5 - Les différentes catégories de réutilisation des informations publiques**

Elles se distinguent d'une part, par la diffusion ou non au public ou à des tiers, et d'autre part, par leur finalité commerciale ou non.

On entend par réutilisation non-commerciale toute diffusion gratuite des informations publiques. On entend par réutilisation commerciale, toute réutilisation des informations publiques en vue de l'élaboration d'un produit ou d'un service destiné à être mis à disposition d'un tiers à titre onéreux.

### **5.1. - La réutilisation d'informations publiques sans diffusion au public ou à des tiers**

#### **5.1.1. Sans finalité commerciale :**

- il s'agit de l'exploitation des documents d'archives dont la conservation est organisée, selon l'article L. 211-2 du Code du patrimoine, « dans l'intérêt public, tant pour les besoins de la gestion et de la justification des droits des personnes physiques ou morales, publiques ou privées, que pour la documentation historique de la recherche. » Dans ce cas, la réutilisation des informations publiques est libre et gratuite, car elle constitue la mission même des Archives départementales.
- En cas d'utilisation d'images de documents d'archives (soit que la prise de vue ait été réalisée par l'utilisateur, soit qu'elle l'ait été par l'atelier du service), il suffit de signer soit un engagement au moment de l'inscription comme lecteur, soit une licence clic sur le site Internet pour les documents d'archives mis en ligne.

**5.1.2. Avec finalité commerciale :** la réutilisation des informations publiques est gratuite, mais soumise à la délivrance d'une licence (cf. modèle joint).

### **5.2. - La réutilisation d'informations publiques avec diffusion au public ou à des tiers**

#### **5.2.1 - Sans finalité commerciale :**

La réutilisation non commerciale est gratuite, mais soumise à la délivrance d'une licence (cf. modèle-type ci-joint).

#### **5.2.2 - Avec finalité commerciale :**

La réutilisation commerciale est soumise à la signature d'une licence et au paiement d'une redevance, avec ou sans fourniture d'images par les Archives, selon deux modèles ci-joint.

### **5.3. - Redevance**

Le montant de la redevance est fixé comme indiqué dans l'annexe du présent règlement fixant les tarifs.

La redevance sera exigible après la signature de la licence de réutilisation.

Elle devra être payée par le réutilisateur après réception de la facture correspondante, dans un délai d'un (1) mois.

## **Article 6 - Procédure de demande de réutilisation**

Les personnes, physiques ou morales, privées ou publiques, souhaitant réutiliser les informations produites ou conservées par les Archives départementales de l'Isère doivent en faire la demande écrite auprès des Archives départementales de l'Isère.

La demande de licence précise au minimum, le nom et prénom ou la raison sociale du demandeur, ses coordonnées (adresse et numéro de téléphone), l'objet, la finalité et la destination, commerciale ou non, de la réutilisation envisagée.

Elle peut être présentée soit en même temps que la demande d'accès au document soit ultérieurement.

Le Département de l'Isère dispose d'un (1) mois au maximum à compter de la réception du dossier de demande de réutilisation pour statuer sur la demande. Le silence du Département vaut rejet de la demande.

Ce délai d'un (1) mois peut être prorogé expressément, à titre exceptionnel, d'un (1) mois par décision motivée de l'autorité saisie en raison du nombre des demandes qui lui sont adressées ou de la complexité de celles-ci.

Toute décision défavorable en matière de réutilisation d'informations publiques est notifiée au demandeur sous la forme d'une décision écrite motivée comportant l'indication des voies et délais de recours (voir article 11).

## **Article 7 - Modalités de délivrance des licences et durée**

### **7.1. - Modalités de délivrance**

En cas de suite favorable donnée à la demande de réutilisation, le Département de l'Isère (Archives départementales) et le licencié s'engagent à signer la licence dans un délai maximum de trois (3) mois.

### **7.2. - Durée**

Les licences sans finalité commerciale et sans rediffusion d'images au public ou à des tiers sont habituellement conclues pour une durée indéterminée.

Les licences avec finalité commerciale et/ou avec diffusion d'images au public ou à des tiers sont habituellement conclues pour une durée de cinq (5) ans, sauf usage ponctuel (expositions, publications papier, etc.) auquel cas elles sont accordées pour la durée de l'exploitation.

### **7.3. - Documents constitutifs de la licence**

La licence accordée est constituée des documents suivants :

- le règlement général et les tarifs annexés,
- la licence-type.

En cas de contradiction entre ces deux documents, le règlement général prime sur la licence.

### **7.4. - Portée des engagements**

La nullité d'une quelconque des obligations résultant du contrat de licence de réutilisation, pour quelque cause que ce soit, ne saurait affecter, d'une part, la validité des autres obligations, et d'autre part, les dispositions du présent règlement.

## **Article 8 - Fin de la licence**

La licence prend fin, le cas échéant, à l'expiration de la durée pour laquelle elle a été accordée. Lorsque la licence est consentie pour une durée déterminée, elle ne pourra pas prendre fin avant cette échéance, sauf les cas ci-dessous énoncés.

De même, lorsque la licence est consentie pour une durée indéterminée, elle pourra prendre fin dans les cas ci-dessous énoncés.

### **8.1. - Décès de la personne physique licenciée**

Le décès de la personne licenciée met fin de plein droit à la licence.

### **8.2. - Modification de la personne morale licenciée**

Si, pendant la durée de validité de la licence, l'activité du licencié venait à changer, modifiant ainsi l'objet de la licence, celle-ci prendrait fin de plein droit et sans préavis à compter de l'entrée en vigueur des modifications affectant l'activité du licencié.

Toute cessation d'activité du licencié, ou tout changement aboutissant à l'apparition d'une nouvelle personne morale cocontractante (fusion, absorption, etc.) entraînera la fin de la licence et ce, de plein droit, à compter de l'entrée en vigueur des modifications de forme de la personne licenciée.

Dans ces deux cas, la personne licenciée s'engage à informer sans délai et par lettre recommandée avec accusé de réception, le Département de l'Isère des modifications affectant son activité et/ou sa forme, ainsi que de la date d'entrée en vigueur de ces modifications.

Si le licencié n'informait pas le Département de l'Isère (Archives départementales), ce dernier pourrait mettre fin de plein droit à la licence à l'expiration d'un délai d'un (1) mois après l'envoi au réutilisateur d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

### **8.3. - Résiliation pour motif d'intérêt général**

Pour la préservation de l'intérêt général (exemple : modification législative ou réglementaire qui empêcherait la poursuite de la présente licence), le Département de l'Isère peut mettre fin de façon anticipée à la licence, de plein droit et sans indemnité.

Il en informe le licencié par lettre recommandée avec accusé de réception.

La licence prend fin 30 jours après la notification de la résiliation dûment motivée.

### **8.4. - Résiliation pour faute**

En cas de non-respect par le licencié d'une de ses obligations, prévues par la licence ou par le règlement, outre le prononcé d'une sanction prévue à l'article 9, la licence pourra être résiliée de plein droit et sans indemnité par le Département de l'Isère à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi au réutilisateur d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

### **8.5. - Résiliation pour défaut de paiement de la redevance**

En l'absence de paiement de la redevance dans les délais impartis, la licence sera résiliée de plein droit de manière immédiate et sans mise en demeure avec effet à compter du lendemain de la date d'expiration du délai de paiement.

Le réutilisateur sera informé de cette résiliation par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **8.6. - Résiliation à la demande du licencié**

Ce cas de résiliation ne concerne pas les licences consenties pour un usage ponctuel.

Le licencié peut mettre fin à la licence moyennant un préavis de six (6) mois. Le licencié en informera le Département de l'Isère (Archives départementales), par lettre recommandée avec avis de réception.

Le licencié ne pourra mettre fin à la licence avant un délai de trois (3) ans suivant la date de la signature de la licence.

Les sommes perçues par le Département lui resteront définitivement acquises, à titre d'indemnité, quelle que soit la date de la résiliation.

## **Article 9 - Sanctions**

Tout réutilisateur d'informations publiques s'engage à respecter les règles fixées dans le présent règlement et, le cas échéant, dans la licence souscrite.

En cas de non-respect des règles contenues dans le présent règlement et/ou la licence souscrite, des sanctions pourront être infligées par le Département de l'Isère au réutilisateur contrevenant.

Lorsque plusieurs règles différentes n'auront pas été respectées, c'est la sanction pécuniaire la plus importante qui sera appliquée, étant précisé que cette sanction pécuniaire est cumulable avec les sanctions d'une autre nature.

**9.1.** - En cas de refus de souscription d'une licence, la reproduction visuelle (numérique ou non), par ses propres moyens, notamment par voie photographique, des informations publiques sera interdite.

**9.2.** - Lorsque des images ont été réutilisées en vue d'une diffusion au public ou à des tiers, à des fins non commerciales, en méconnaissance ou violation :

- de l'interdiction de modifier, d'altérer ou de dénaturer le sens des informations publiques,
- ou de l'obligation de mentionner leurs sources, la date de leur dernière mise à jour et le cas échéant, le nom de leur auteur, de présenter un lien html vers le site des Archives départementales de l'Isère,
- ou des conditions de réutilisation prévues par le présent règlement ou par une licence-type délivrée à cet effet,
- ou de l'obligation d'obtention d'une licence,
- ou en cas de fausses déclarations dans la demande de licence,

Le Département de l'Isère peut prononcer à l'encontre du licencié une sanction pécuniaire allant, en fonction de la gravité du manquement commis, de 100 € à 1 500 €.

**9.3.** - Lorsque des informations publiques ont été réutilisées en vue d'une diffusion d'images au public ou à des tiers, à des fins commerciales, en méconnaissance ou violation :

- de l'interdiction de modifier, d'altérer ou de dénaturer le sens des informations publiques,
- ou de l'obligation de mentionner leurs sources, la date de leur dernière mise à jour et le cas échéant, de présenter un lien html vers le site des Archives départementales de l'Isère,
- ou des conditions de réutilisation prévues par le présent règlement ou par une licence-type délivrée à cet effet,
- ou de l'obligation d'obtention d'une licence,
- ou en cas de fausses déclarations dans la demande de licence,

Le Département de l'Isère peut prononcer à l'encontre du licencié une sanction pécuniaire égale au montant majoré de 10 % de la redevance dont il s'est acquitté ou dont il aurait dû s'acquitter pour une réutilisation commerciale avec diffusion et fourniture d'images. Cette pénalité est proportionnelle au nombre d'images réutilisées au mépris des règles ci-dessus énoncées, étant précisé que la pénalité ne peut être inférieure à 10 € et supérieure à 300 000 €.

**9.4.** - En cas de réutilisation d'images d'informations publiques comportant des données à caractère personnel d'une personne vivante, en contravention avec l'article 1 du présent règlement, le licencié demeurera seul responsable d'éventuelles poursuites pour non-application des lois et règlements en vigueur, et le Département de l'Isère peut :

1. *en cas de réutilisation non commerciale*, lui appliquer une pénalité de 10 à 200 €.
2. *en cas de réutilisation commerciale*, lui appliquer une pénalité :
  - a. en dessous de 1 000 images comportant des données à caractère personnel d'une personne vivante, en contravention avec l'article 2, de 20 à 400 €. Le licencié devra également publier cette sanction ainsi que ses motifs sur son site Internet ou par voie de presse ;

- b. entre 1 001 et 10 000 images comportant des données à caractère personnel d'une personne vivante, en contravention avec l'article 2, de 400 à 1 000 €. Le licencié devra également publier cette sanction ainsi que ses motifs sur son site Internet ou par voie de presse ;
- c. au-dessus de 10 001 images comportant des données à caractère personnel d'une personne vivante, en contravention avec l'article 2, de 1 000 à 5 000 €. Le licencié devra également publier cette sanction ainsi que ses motifs sur son site Internet ou par voie de presse.

**9.5.** - Si le réutilisateur contrevenant ne s'est pas mis en conformité avec le règlement ou la licence dans le délai de un (1) mois suivant la réception d'une lettre de mise en demeure, la licence pourra, outre l'application d'une sanction pécuniaire, être résiliée de plein droit pour faute en application de l'article 8.4.

Dans l'hypothèse où la licence aurait été résiliée pour faute, le réutilisateur ne pourra pas présenter une nouvelle demande de licence qu'après l'expiration d'un délai de 1 an.

#### **Article 10 - Procédure de sanction**

Le prononcé d'une sanction sera précédé par l'envoi par le Département de l'Isère d'une lettre de mise en demeure au contrevenant explicitant les règles de réutilisation qui auront été méconnues et dont le respect devra être observé.

Le contrevenant peut présenter, dans un délai d'un (1) mois, des observations, écrites, et le cas échéant, sur sa demande, des observations orales, sur les griefs qui lui sont adressés et dispose le cas échéant, du même délai pour remédier pour l'avenir à ces griefs.

A l'expiration de ce délai, le Département de l'Isère peut prononcer, par décision motivée, à l'égard du réutilisateur contrevenant une des sanctions prévues à l'article 9 et dans l'hypothèse où le contrevenant ne se serait pas mis en conformité avec le règlement et/ou la licence, la licence sera résiliée pour faute conformément aux dispositions de l'article 8.4.

La décision de sanction sera notifiée au licencié par lettre recommandée avec accusé de réception. La pénalité financière sera recouvrée selon les règles de la comptabilité publique (émission d'un titre exécutoire).

#### **Article 11 - Recours en cas de refus de réutilisation**

En cas de refus de la demande de réutilisation, l'utilisateur peut engager un recours gracieux auprès de la Commission d'accès aux documents administratifs puis un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble.